

Présentation de la situation des IRS au 31/12/2005

Rappel :

L'article 116 de la loi n°2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites offre aux Institutions de Retraite Supplémentaire (IRS), qui à la date de publication de la loi n'étaient pas en cours de dissolution, la possibilité d'opter avant le 31 décembre 2008 pour une des trois solutions suivantes :

- demander un agrément pour se transformer en Institution de prévoyance (ou fusionner avec une telle institution) ;
- se transformer en Institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS), organisme purement administratif ne pouvant porter directement d'engagement. Les garanties seraient portées soit par les entreprises elles-mêmes, soit par des organismes d'assurance, l'IGRS ne s'occupant que de la gestion administrative des prestations.
- à défaut, la dissolution de l'IRS est prévue.

Rappelons qu'à l'heure actuelle les engagements, nés après 1994, doivent être garantis, soit directement par des provisions dans l'IRS, soit par l'entreprise adhérente, soit encore par le biais d'une convention avec un organisme assureur (entreprise régie par le code des assurances, institution de prévoyance régie par le code de la sécurité sociale, mutuelle régie par le code de la mutualité).

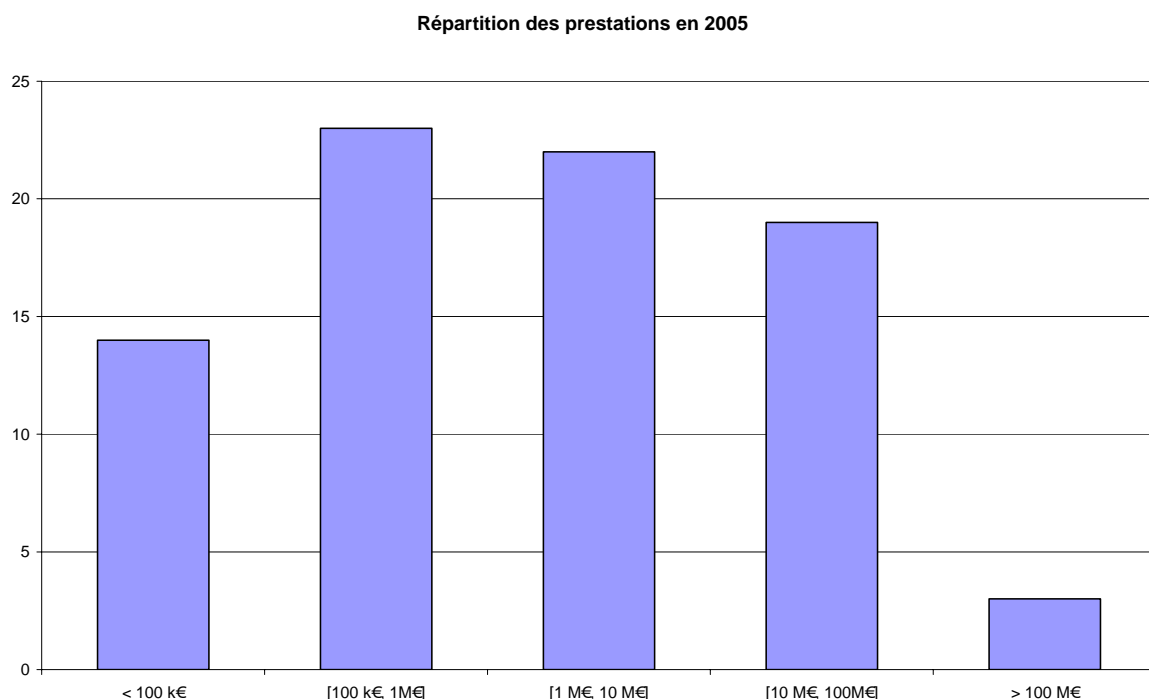
Dans l'hypothèse choisie par une IRS de se transformer en IGRS, les IRS doivent solliciter l'avis de l'ACAM sur les accords collectifs modifiant les règlements en vue de transférer les réserves et provisions constituées dans les des IRS vers un organisme assureur.

Fin 2005, 81 Institutions de Retraite Supplémentaire « actives » sont recensées, regroupant l'ensemble des IRS qui remplissent l'une des trois caractéristiques suivantes :

- Versement direct de prestations au cours de l'exercice
- Engagement vis-à-vis des retraités ou des futurs retraités
- Existence d'une instance décisionnaire active (conseil d'administration ou assemblée générale)

Le secteur des IRS est extrêmement hétérogène. Des IRS de grande taille assurant des retraites à plusieurs dizaines de milliers d'anciens salariés côtoient des institutions qui n'ont plus qu'une activité très résiduelle – parfois quelques centaines d'euros de prestations.

La distribution des prestations par institution est la suivante :



Le total des prestations versées en 2005 est d'environ 1.035 Md€. Cela regroupe la totalité des allocations perçues par les bénéficiaires (retraites à cotisations définies, retraites à prestations définies, indemnités de fin de carrière).

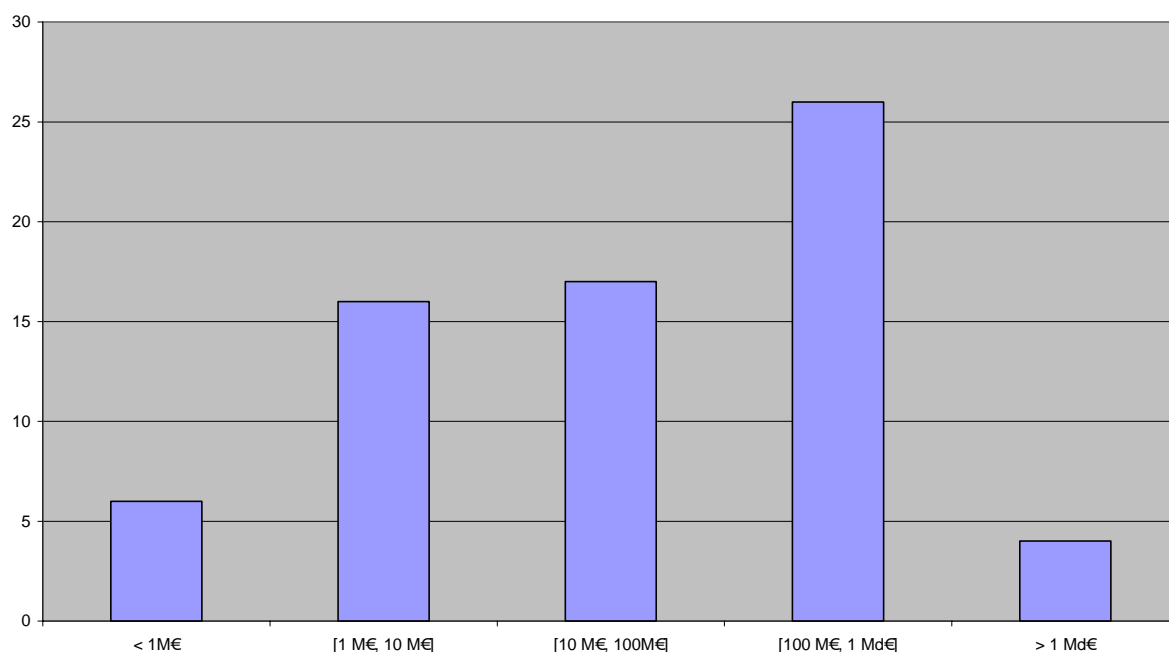
Parmi les 81 institutions actives, 13 sont encore ouvertes, signifiant que les nouveaux salariés de l'entreprise peuvent bénéficier du régime retraite. Quelques IRS sont fermées aux nouveaux salariés, les anciens salariés pouvant continuer à acquérir de nouveaux droits. La grande majorité des institutions est en extinction, sans possibilité d'acquisition de nouveaux droits.

Les IRS, encore ouvertes, sont en général d'assez petite taille. Certaines entreprises souhaitent les conserver afin de maintenir un lien social entre les employés et les retraités.

Le nombre total des bénéficiaires est d'environ 425 000. Le nombre de bénéficiaires potentiels est de plus de 1 100 000. Toutefois, nombre de ces actifs ne toucheront pas en pratique de retraite supplémentaire, les prestations perçues au titre des régimes de base (régimes de la sécurité sociale et régimes complémentaires notamment) excédant leurs droits à retraite supplémentaire garantis.

Le total des engagements de retraite supplémentaire s'élève, en totalisant les évaluations réalisées, à 19,6 Md€. Comme pour les prestations, les engagements sont très hétérogènes d'une IRS à l'autre. En fonction des estimations réalisées, la distribution est la suivante :

Répartition des engagements de retraite



Ces éléments, révélateurs de la situation du secteur, sont toutefois à analyser avec prudence tant les hypothèses retenues sont variables d'une estimation à l'autre, selon les modalités d'évaluation retenues par les IRS elles-mêmes. Avec une estimation uniforme, selon la norme IAS 19 par exemple (pourtant sensiblement moins prudente que les normes assurantielles) le total des engagements dépasserait probablement les 20 Md€